

## Message de Nouvel An du Chef de l'Etat

# La jeunesse n'accorde sa confiance que si elle est convaincue que les dirigeants ne trichent pas avec elle

— a déclaré le Colonel Moussa Traoré —



« Comme cela nous éloigne de la triste période de sécheresse qui nous a contraints à acheter d'énormes quantités de céréales d'une valeur de 33 milliards, alors que le produit de la vente sur le marché malien n'a été que de 13 milliards de FM. Nous avons donc subi une perte nette de l'ordre de 20 milliards, y compris l'impôt sur les Affaires et Services, et les intérêts bancaires payés en raison du non-dénouement du crédit. Ce qui veut dire que notre économie va encore traîner les séquelles de la sécheresse.

« L'amélioration constatée dans la production agricole, et celle enregistrée dans le domaine industriel, ne doivent pas faire oublier la facture payée à la sécheresse. Nous avons simplement le sentiment du devoir accompli.

« L'Armée a donné, pendant cette période difficile, la preuve qu'elle voulait épargner à notre peuple, dont elle fait partie intégrante, un sort tragique. Nos populations sont restées soudées, calmes et dignes devant l'adversité.

« Les pays amis et les organisations internationales nous ont apporté la solidarité concrète de l'ensemble de l'humanité.

« Maintenant que la calamité semble définitivement vaincue, en jetant avec frisson regard sur ce passé difficile, je voudrais, encore une fois, au nom du peuple malien tout entier, du Comité Militaire de Libération Nationale et du Gouvernement, remercier tous ceux qui, à l'intérieur du Mali comme à l'extérieur, citoyens de ce pays ou de nationalité étrangère, civils ou militaires, ont contribué à la lutte héroïque contre la sécheresse.

« Il demeure que ses effets doivent être effacés également. Cela est plus difficile encore et demande du temps. Mais, grâce aux efforts persévérants des uns et des autres, nous réaliserons nos objectifs.

« D'ores et déjà, il est facile de constater que la somme des dernières prévisions de récolte-céréale établies à la mi-octobre 1975, se traduit globalement par une estimation minimum de 950.000 tonnes de mil-sorgho-maïs et de 280.000 tonnes de paddy, contre respectivement 530.000 et 90.000 tonnes en 1973-74.

« Nous sommes donc dans la bonne voie et les objectifs du Plan fixés pour 1978 à près d'UN MILLION de tonnes

pour le mil-sorgho-maïs et 300.000 tonnes pour le paddy, seront dépassés dans les conditions normales.

« En assurant ainsi au Mali l'indépendance céréalière, nous avons l'ambition de devenir, dès cette année, exportateur de mil-sorgho et de riz.

« Il nous reste à résoudre le problème de stockage et de sécurisation des besoins de consommation de la population, quels que soient les aléas.

« Les cultures industrielles sont néanmoins encouragées et les résultats sont satisfaisants.

« Pour 130.000 tonnes en 1973-74, nous attendons cette année une récolte de plus de 200.000 tonnes d'arachides-coques.

« La production de coton-graines passe pendant la même période de 55.000 tonnes à 100.000 tonnes, tandis que celle du dah fait plus que doubler.

« Il en résulte un élargissement objectif de la substance même de l'économie nationale, c'est-à-dire de la base de l'assiette de tous les revenus de la Nation.

« Cela constitue des ressources additionnelles considérables pour le monde paysan, des re-

cettes fiscales supplémentaires pour l'Etat, un regain d'activité pour les agro-industries.

« L'augmentation du surplus exportable permet une amélioration notable de la balance commerciale, donc des recettes en devises.

« Ce flux de revenus ajouté à l'économie réalisée dans le domaine des importations de céréales, il est probable que le déficit de la balance des paiements va diminuer sérieusement.

« Cependant, dans ce domaine, la prudence doit être observée.

« Nous avons des objectifs ambitieux d'investissements dans le cadre du Plan Quinquennal. Cela signifie que le Mali va importer davantage de biens d'équipement, d'intrants, pour la modernisation de l'agriculture.

« Après la Sucrerie de DOUGBOUGOU, celle de SIRIBALA, fruit de la coopération Sino-Malienne, entrera en fonctionnement au cours de l'année 1976, tandis que la Région de SIKASSO connaîtra l'implantation d'une autre Sucrerie sur financement français.

« Nous sommes décidés à augmenter rapidement, avec l'aide de l'Union Soviétique, la capacité de production de la Cimenterie de DIAMOU et même à construire, en coopération avec d'autres Sources de financement, une Cimenterie de très grande capacité, avant la fin de la période quinquennale. Des études sont en cours à cet effet.

(Suite en page 4)

## Mali-France Olympique : 1-3



Le Laos au tournant de son histoire millénaire. Une stupéfiante entreprise de redressement économique et social.

La suite de l'article de Bakary Traoré en page 5

On se plaint des mouches et des moustiques et l'on pense au Service d'Hygiène. Peut-il faire face ?

Lire l'enquête de Yalla Sidibé en page 6

MALI

# A L'OCCASION DU NOUVEL AN Message du Chef de l'Etat

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

« L'extension de la COMATEX terminée en fin 1975, la production textile du Mali connaît en 1976 un apport quantitatif et qualitatif, c'est-à-dire le doublement du chiffre d'affaires et la mise sur le marché national et africain d'une variété de produits finis.

« Enfin, le surplus exportable de notre production de tabac qui couvre déjà largement les besoins de l'industrie nationale, va doubler.

« En résumé, l'augmentation de la production nationale amorcée en 1975, se poursuit heureusement, au taux moyen supérieur à 7 % prévu par le Plan.

« La situation économique réelle est donc en expansion et incite à l'optimisme. Cependant, la situation financière est loin de refléter cette réalité.

« Le déficit de la balance des paiements s'est creusé. Celui du budget a suivi. Le tout en concrètement traduit par le déséquilibre au niveau des sociétés et entreprises. Cette situation ne peut plus être tolérée.

Même si l'on peut expliquer le décalage entre flux financiers et flux réels (des biens et services), sur cette période par la sécheresse, l'inflation généralisée et la crise de l'énergie, ajoutées à notre continentalité, il est inacceptable, pour notre dignité, de continuer à dépendre de subsides, même de pays amis et d'organisations internationales bien intentionnées.

« Que l'aide extérieure nous soit encore indispensable pour l'équipement et le développement économique, ne fait aucun doute. Et cela est normal. « Mais il est déraisonnable et à la limite peu digne, en période normale, pour un pays indépendant et souverain et qui entend le rester, de recevoir de l'extérieur la couverture des besoins de consommation.

« Maliennes,

« Maliens,

« C'est pour toutes ces raisons qu'en 1976 des mesures saluaires seront prises en vue de l'augmentation de nos exportations. Elles concerneront les céréales, le bétail sur pied dont l'exportation avait été suspendue pour des raisons de statistiques, le poisson et les produits manufacturés.

« Mais il ne suffit pas d'exporter plus. Il faut aussi limiter les importations de biens de consommation.

« A cet égard, il convient de noter que notre politique d'industrialisation suit les différents postes de la balance des paiements.

« Les biens de consommation seront autant que possible produits sur place. Cela est vrai, non seulement pour les produits alimentaires, mais également pour les produits pharmaceutiques.

« Cet assainissement de la structure de la balance des paiements autorisera l'importation né cessaire de biens d'équipement pour la modernisation

de l'agriculture et la maîtrise de l'eau qui vont de pair avec l'industrialisation et les travaux d'infrastructure.

« L'Armée, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement prendront leur responsabilité.

« L'encadrement de crédit qui signifie sélectivité et non frein au développement de la capacité productive, obligera à limiter les consommations importées et non indispensables. Sinon alors, les auteurs de telles dépenses de luxe devront en payer le prix et ne pas le rejeter sur la Nation.

« A cette seule condition le budget, grâce à une politique fiscale modulée et discriminatoire, sera alimenté à la mesure du mouvement des affaires.

« En ce qui concerne les Sociétés et Entreprises d'Etat, les facteurs exogènes qui gênent leur gestion sont connus. Même si les contraintes imposées par l'Etat sont éliminées, elles subissent inexorablement des charges additionnelles à cause de la situation économique mondiale.

« Cela nous a contraints à prendre des mesures d'augmentation de prix que personne ne souhaite. Mais il y a le souhaitable et le possible.

« Nous avons tout simplement essayé d'annuler les facteurs négatifs et par une méthode itérative de mettre à nu les problèmes de gestion pure des Entreprises Nationales.

« Pour le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement — et je l'ai récemment souligné dans mon discours à l'occasion de l'anniversaire de la Prise du Pouvoir par l'Armée — notre politique doit être faite d'analyse, de planification et de gestion.

« La différence entre un pays en voie de développement et un pays en régression se trouve dans ces termes.

« La gestion est essentielle. Une administration, une unité économique, sociale ou culturelle mal gérées, retardent toute la Nation.

« La gestion demande la compétence, mais également la personnalité et l'honnêteté. Sans ces qualités, il n'est pas possible d'avoir l'autorité du Chef pour bien gérer, c'est-à-dire décider en toute circonstance, dans le seul intérêt de l'entreprise et de la Communauté Nationale.

« Je confirme la responsabilité civile et pénale des Directeurs des Sociétés et Entreprises d'Etat, ainsi que celle de toutes les personnes chargées de la gestion des affaires de l'Etat, lorsqu'une faute de gestion est dûment constatée.

« Il ne suffit plus de se barrer derrière des arguments qui sont autant de fuite devant ses responsabilités. Ceux qui ne sont pas capables de résister aux trafics d'influence, ceux qui croient trouver leur quiétude en nouant des amitiés d'occasion, tous ceux qui

comptent sur les forces occultes et non sur la réalité des résultats, doivent d'ores et déjà se considérer comme incapables à gérer en responsables de première ligne, les affaires de l'Etat.

« Je sais que les sceptiques sont nombreux qui croient que, dans notre Société l'affinité l'emporte sur l'efficacité.

« Je sais que les exemples sont nombreux de citoyens honnêtes frappés pour avoir défendu avec conviction l'intérêt général.

« Mais je ne crois pas que l'on puisse construire quelque chose de durable sur le mensonge, la délation et l'injustice. Ceux qui acceptent la lutte doivent persévérer à la mener.

« En dehors de cet élément intemporel, disons psychologique, il est connu également que la situation matérielle des travailleurs est généralement difficile.

« Les hausses successives des prix ont aggravé l'effritement du pouvoir d'achat des travailleurs, malgré les différentes augmentations décidées.

« Aussi, il a semblé opportun au Comité Militaire de Libération Nationale et au Gouvernement, malgré la situation financière difficile à laquelle j'ai fait allusion, de procéder à un nouveau rajustement des salaires, à compter de ce mois de Janvier 1976.

« Je sais que cela n'est encore pas suffisant. Je fais donc appel à votre sens du civisme pour mener la chasse aux foyers de notre économie.

« Le contrôle populaire doit s'exercer sur la gestion des affaires de l'Etat, en conformité avec les lois en vigueur.

« Le Syndicat doit être organisé pour jouer un rôle dynamique, créateur et de conseil dans la gestion.

« La participation responsable ne se situe pas au seul niveau de la décision du Chef de l'Etat, du Comité Militaire de Libération Nationale et du Gouvernement.

« Elle se situe au niveau de la conception de la Direction, de l'exécution et du contrôle dans tous les secteurs de la vie économique, sociale et culturelle, dont les travailleurs et leurs représentants sont les artisans.

« Ceci m'amène à situer la responsabilité qu'impose pour les travailleurs de siéger aux côtés des autorités à tous les niveaux.

« Le Syndicat est l'organe le plus qualifié pour exercer ce contrôle sur les décisions dont les conséquences bonnes ou mauvaises sont supportées d'abord par les masses laborieuses.

« Ce contrôle populaire doit être compris au sens large du mot. Les représentants, des travailleurs doivent éclairer les organes de décision. Ils jouent un rôle inestimable d'information laissé en d'autres pays à un simple sondage d'opinion par des agences spécialisées,

mais bien souvent orientées. Intervenir effectivement dans les débats ne consiste pas à venir présenter des doléances et se faire applaudir par les travailleurs.

« La participation aux délibérations implique la responsabilité de leur préparation. Les Syndicats doivent être équipés intellectuellement et moralement et aussi matériellement à remplir cette tâche.

« Ils doivent être capables d'analyser la situation d'ensemble du pays sur une base scientifique et de proposer des solutions réalistes, c'est-à-dire accompagnées d'éléments concrets qui sont autant de moyens pour atteindre le résultat attendu.

« Dans tous les cas, le Syndicat doit éviter, pour ce faire, de constituer une administration parallèle, bureaucratique et simplement théorique donc démagogique.

« Il faut éviter que là, comme ailleurs, la course vers les postes de responsabilité ne corresponde à la volonté de servir du Syndicat, de la couverture des travailleurs, à des fins personnelles.

« Quand les représentants syndicaux disposent de tous les éléments d'appréciation de la cause qu'ils défendent, ils doivent avoir le courage d'informer le Gouvernement et les autres organes de décisions. Là encore, la forme importe autant que le fond.

« Maliennes,

« Maliens,

« Abordant le problème de la reprise des activités politiques, le Parti en sera le moteur, et les documents y afférents sont l'objet de mise au point par le Comité Militaire de Libération Nationale.

« Ces documents, comme il a été déjà dit, seront discutés, améliorés et approuvés en Congrès. Le Parti, qui va coordonner les activités des organisations populaires, s'appuiera sur celle-ci.

« Déjà, l'Union Nationale des Femmes du Mali me semble avoir, avec succès, à l'occasion de l'Année Internationale de la Femme, traduit dans les faits son rôle.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement l'encouragent à approfondir ses activités saines par l'éducation, la persuasion et la vulgarisation.

« Les séminaires organisés au niveau national et à l'échelle internationale, ont montré que les femmes doivent être intégrées sans restriction à la vie économique, sociale et culturelle.

« Déjà, l'on peut constater que des femmes occupent des postes importants dans l'économie, la diplomatie, l'enseignement, la santé, les finances et les services de sécurité. Leur autorité s'affirme de plus en plus et nous ne désespérons pas de les voir un jour au commandement, c'est-à-dire à la barre, face aux populations.

« Avec la création d'un département ministériel approprié et la mise en place des organes du Parti, la Jeunesse va être réorganisée à l'image de toutes les organisations démocratiques.

« Il est impérieux que les moins de 30 ans qui constituent la majorité de la population malienne se sentent concernés. Mais les jeunes ne peuvent être mobilisés que pour un idéal élevé, parce qu'il ont un besoin vital de vérité et de santé morale.

« La Jeunesse n'accorde sa confiance que si elle est convaincue que les dirigeants ne trichent pas avec elle. Elle est rarement opportuniste. Elle peut tout simplement être découragée et dans ce cas désespérer de son avenir.

« Or la Jeunesse d'aujourd'hui, c'est le levain de la Nation, c'est le responsable de demain, c'est la sève de l'avenir.

« Si l'on oblige la Jeunesse à la passivité, à l'indifférence ou à la prudence, alors le devenir du pays sera compromis. « Rien de fondamental ne peut être fait pour changer la société et la faire avancer sans le soutien actif, raisonné et enthousiaste de la Jeunesse.

« Nous avons besoin de l'audace de la Jeunesse pour vaincre les aléas de la nature, nous avons besoin d'audace pour vaincre notre continentalité, nous avons besoin d'audace pour assainir la vie nationale. C'est ce que j'appelle compter sur nos propres forces.

« Maliennes,

« Maliens,

« Cela implique que l'administration malienne soit moins bureaucratique, plus efficace et et moins coûteuse.

« Il faut que les fonctionnaires comprennent que l'édification économique et l'assainissement de nos finances doivent être un effort conjugué et continu de tous les travailleurs.

« Les paysans ont donné, par les résultats remarquables qu'ils ont obtenus, la preuve de leur participation responsable.

« C'est un fait notable que, pour la première fois depuis de longues années, 1976 va être l'année où le Mali va exporter indépendamment des produits agricoles industriels, du riz et du mil.

« Les fonctionnaires corrompus se verront écartés de notre Administration, avec le courage qui caractérise le Soldat.

« La ruée vers les administrations économiques et financières, notamment la Douane, les Affaires économiques et les Banques est l'indice d'une possibilité d'enrichissement facile.

« Il faut mettre rapidement un terme à cette situation. La fuite des agents de certains secteurs ne peut être évitée qu'à cette condition. Il ne suffit pas seulement de pré-

cher aux agents les plus qualifiés de l'Enseignement, des Services généraux des rouages de l'Etat, l'attachement au pays et à son devenir. Il faut les convaincre qu'ils ne perdent pas leur temps à travailler pour l'enrichissement d'une minorité et la gloire de ceux qui n'allient pas le mérite à la faveur.

« Je demande donc à tous ceux qui détiennent une parcelle de l'autorité de l'Etat, qui assurent la gestion des biens de l'Etat ou des collectivités publiques, sans ingérence extérieure, d'associer étroitement tous leurs collaborateurs, surtout les travailleurs, s'ils veulent présenter une gestion saine.

« C'est la seule manière d'éviter les pressions extérieures, c'est le seul moyen de ne pas céder aux tentations.

« La corruption, qui est à la base de tous nos maux, ne peut être vaincue que par ce biais.

« L'expansion des créances douteuses, qui fait penser que ce sont les Directeurs des Sociétés et Entreprises d'Etat qui sont eux-mêmes douteux, est fondée sur des pratiques que nous connaissons fort bien.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement cessent désormais les menaces pour passer aux actes.

« Les complices, quel que soit leur rang, seront frappés de la même manière que les mauvais gestionnaires.

« Nous n'admettrons pas qu'une poignée d'individus vivent de la sueur et du sang de notre peuple.

« Je demande donc au peuple malien tout entier de soutenir nos efforts dans ce domaine.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement s'adressent en particulier à tous ceux qui animent le secteur tertiaire. Ce secteur qui représente en fin 1974, plus de 40 % du produit national, est en expansion continue. Mais sa contribution financière à la marche de l'Etat est encore très faible.

« Cela signifie que le commerce, les activités de courtage, de commissionnaires, d'assurances, de banques, et autres services s'hypertrophient, sans que l'Etat s'enrichisse en même temps et dans la même proportion.

« Les impôts sur les bénéfices, les droits de portes (douanes) et l'impôt sur les affaires et services, sont même recouvrés avec beaucoup de difficulté.

« Et pourtant chacun sait l'intérêt que le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement portent au secteur privé.

« Nous estimons que l'intervention économique de l'Etat n'est pas une panacée. Elle se justifie pour les secteurs clés dont dépend la souveraineté

(Suite en page 5)



# A L'OCCASION DU NOUVEL AN Message du Chef de l'Etat

MALI

(Suite de la page 4)

économique du pays. Elle se comprend lorsqu'elle se substitue à l'initiative privée défaillante.

« En 1976, l'organisation du secteur privé sera totale et

complète, en vue de favoriser sa participation à l'édification économique et à la remise en ordre des finances publiques. Nos efforts seront tendus vers le secteur traditionnel pour en favoriser l'organisation et la modernisation, en

respectant les traditions commerciales séculaires de notre peuple, bien connues dans le monde entier.

« Nous n'accepterons plus l'arrogance des fraudeurs perpétuels, qui mine davantage le pouvoir d'achat déjà insuffi-

sant des travailleurs.

« Je compte sur les industriels et les commerçants honnêtes, organisés au sein de leurs corporations respectives, pour déceler ces individus sans scrupule, qui leur font une concurrence déloyale, et permettre de les sanctionner à la hauteur de leur faute.

« En demandant cette collaboration, je sais que vous accepterez le sacrifice que cela vous impose. Mais je ne doute pas de votre patriotisme et suis convaincu que cet appel sera entendu, dans l'intérêt

bien compris de votre profession et de notre peuple.

« Maliennes,

« Maliens,

« L'Armée et le Comité Militaire de Libération Nationale n'entendent jeter l'exclusive sur personne. Nous sommes disposés à assurer la tranquillité des affaires, à protéger les affaires privées, nationales, et étrangères, autant que les intérêts véritables des masses laborieuses.

« Il va de soi que cet appel lancé en ce début d'année aux animateurs de notre Adminis-

tration, des Sociétés et Entreprises d'Etat et des affaires privées, a pour but de les inviter à coopérer pour concourir de manière coordonnée et bénéfique pour tous, à l'édification d'une économie nationale indépendante et au redressement économique et financier.

« Le dogmatisme stérilisant ne peut être un moyen de Gouvernement. Le pragmatisme doit nous guider dans la sauvegarde des intérêts véritables du peuple ».

VIVE LE MALI !

## Sur les cendres d'Indochine

### UNE NOUVELLE ETOILE...

Beaucoup de gens l'appellent aussi « le Royaume du million d'éléphants ». Pour les amateurs d'exotisme, c'est « le pays du parasol blanc ».

Depuis que les puissances impérialistes ont envahi le Laos, pour y introduire leur mode et leur train de vie, leur culture, le pays a cessé d'être lui-même. Une vie artificielle, faite d'insouciance et d'indifférence, prit corps à plus d'un niveau. Une vie de parasitisme encouragé, de vols et de débauche tolérés, de trafic et d'exploitation impu-

nié. Sous la férule impérialiste au fil des ans, le Laos était devenu un des hauts-lieux de la prostitution. Dans la Capitale seule, on pouvait dénombrier plus de 12.000 prostituées. Chiffre impressionnant, mais qui est fort compréhensible. Quand les puissances impérialistes commencent à déverser leur aide sur un pays, quand les « conseillers militaires » arrivent par flots et que les « experts techniques » grouillent et grenouillent partout, la vie nationale est atteinte dans tous ses principes les plus sacrés. Il se développe alors une prostitution effrénée. Cela a été vrai pour Changhaï avant la libération de la Chine; cela était vrai pour Saïgon; il en était de même pour Vientiane, — comme c'est toujours vrai pour Bangkok. Les « salons de massage » de la « Rue des mille joies » à Vientiane sont particulièrement célèbres.

Une autre plaie du Laos opprimée et exploitée, et qui n'est pas moindre : l'opium. Les militaires qui font la navette entre le Laos et la Thaïlande, les brasseurs d'affaires avec le pays Thai, sont ceux-là qui alimentent le marché d'opium. Ajouter à ce tableau déjà sombre le spectacle des bonzes désœuvrés. En effet, chaque matin, par milliers, ces religieux envahissent les rues, où les attendent les femmes avec des paniers à provision. Ils reçoivent ainsi leur nourriture d'une population qui préférerait manquer elle-même de repas plutôt que de ne pas en donner aux bonzes. Affaire de se concilier les bonnes grâces des « Phi » (esprits) ou d'acquiescer des « mérites » pour la prochaine fête de la « réincarnation ». Car le Laos est profondément superstitieux.

Drogué par l'opium et l'alcool et assoupi par la ferveur religieuse, le Laos avait un évident besoin d'aides étrangères.

Et ça lui parvenait. Malheureusement ces apports extérieurs ne seront jamais utilisés à bon escient. Rien dans les secteurs productifs de l'économie nationale, tout pour entretenir une absurde guerre civile. Si bien qu'en fin de compte, l'aide ne profitait qu'aux politiciens en vue, aux chefs militaires et aux spéculateurs bourgeois.

L'Administration de Vientiane recevait des Etats-Unis entre 60 à 70 millions de dollars par an. L'aide américaine représentait à elle seule 80 % de l'aide globale au Laos. En 1972 par exemple, l'aide U.S. se chiffrait à plus de 50 millions de dollars, alors que le budget national laotien dépassait à peine 35 millions de dollars. Quant à l'aide militaire du Pentagone, de 162 millions de dollars en 1971, elle a passé à 252 en 1972 — sans compter le budget de la C.I.A. qui, au Laos, atteint 70 millions de dollars.

On comprend que dans un tel contexte, un Ambassadeur de Washington à Vientiane soit plus important personnage que le Ministre de la Défense du pays. Il paraît qu'une autorisation du Ministre Laotien de la Défense, selon certains confères qui en ont fait l'expérience, ne permettait pas de pénétrer dans certaines zones, où il fallait, comme « laissez-passer », une lettre signée de l'Ambassadeur des U.S.A. N'oublions pas au passage les innombrables fondations américaines qui, elles aussi, apportent leur tribut d'aides au « Royaume du million d'éléphants ». Si bien que le Laos, sous l'administration de la droite, était devenu un autre gouffre pour le budget américain.

Pendant ce temps à Vientiane, on roulait sur carrosse, dans un luxe insolent, tandis que la misère des couches laborieuses faisait pitié. Ce tableau expliquait à lui seul pourquoi tout l'acharnement des bombardiers B-52, pourquoi tant de flots de dollars déversés sur le Laos sont venus se briser contre la résistance des masses populaires, au tour du « Pathet-Lao ».

Si le Laos a triomphé finalement le 2 décembre dernier, il le doit à un parti qui s'était identifié au peuple, dont il incarnait les aspirations nationales. Un Parti Révolutionnaire, Populaire, un Parti d'Avant-Garde.

Déjà dans les années 40, était créé au Laos un Mouvement Nationaliste Anti-Fran-

çais : le « Pathet-Lao » (l'Etat Lao). Par définition même, c'était le lieu de rencontre des gens, des tendances et des intérêts les plus divers; mais un mouvement qui ne pouvait devenir un instrument efficace appelé à conférer un contenu réel à l'indépendance nationale. Les Révolutionnaires authentiques, les démocrates bourgeois, les nationalistes bornés s'y côtoyaient.

Il y avait ainsi trop de confusion et le mouvement en définitive manquait d'efficacité et de dynamisme.

Pour corriger cet état de chose, une grande figure s'imposait qui va dominer la situation : Souvanouvong. Prince de son état, il trahira sa classe, car il est de la mousse aristocratique, comme Souvanna Phouma et se fera le défenseur acharné des intérêts du peuple et de l'avenir d'un Laos véritablement indépendant et souverain.

Il créa, avec d'autres patriotes, le « Néo-Lao Haksat » (Front Patriotique du Laos), dont l'objectif sera de secouer le joug de la domination étrangère et d'asseoir un régime populaire ayant une politique d'indépendance nationale et de progrès social. Cela se passait en 1956. Son Parti devint bien vite la convergence des énergies saines et apparut comme l'unique ennemi des exploitateurs et des oppresseurs du Laos. Mais la lutte du Parti du « Prince Rouge » ne sera pas aisée, étant donné le contexte national et les intérêts en jeu.

Un autre Prince, Souvanna Phouma dominera également, à sa façon la situation. On le disait « neutraliste » et c'est à ce titre que pendant vingt ans au Laos, il présidera aux destinées du Laos. En réalité, il appliquait une politique impopulaire qui ne profitait qu'aux Etats-Unis. Plus d'une fois d'ailleurs, Washington a signifié à ces alliés notoires de la droite laotienne qu'il ne saurait être question pour les Etats-Unis de mettre en cause la position du Premier Ministre Souvanna Phouma. En effet, avec ce dernier, il y avait un semblant de légalité. Toutes les violations de cessez-le-feu, toutes les atteintes aux dispositions des Accords, tous les bombardements américains contre les zones du « Néo Lao Haksat », le Premier Ministre « neutraliste » Phouma les a approuvés et couverts du sceau d'un gouvernement dit « Union Nationale » et qui, plus, comptait des Mi-

## ...LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU LAOS (2)

nistres du « Front Patriotique ».

Il convient de noter que la force de Souvanna Phouma tenait au fait que tout le monde, à tort ou à raison, le considérait comme « l'unique interlocuteur » acceptable pour les parties en conflit. Bien sûr, il fallait un « tampon » entre la droite réactionnaire et la gauche révolutionnaire. Des gens qui ne voulaient se définir ni pour l'une ni pour l'autre se sont constitués en « neutralistes », et c'est à Souvanna Phouma qu'échut le titre de leader de cette tendance. Mais le neutralisme finira par se prosterner, du fait de l'impuissance (ou de la complicité) de son groupe à défendre une politique franchement neutraliste et indépendante.

Patriote, Souvanna Phouma l'est à coup sûr. Seulement, il n'avait pas l'énergie et la claire vision qui font les grands hommes. On peut à bon droit lui reprocher d'avoir, si longtemps à la tête des gouvernements centraux, toléré l'intervention des Etats-Unis, pire d'avoir eu une certaine dévotion à leur égard. Ce fut une tragédie qui a duré longtemps et qui pouvait encore s'étendre sur l'éternité.

Ces derniers temps, bien de gens jugeaient à l'étranger que le moment était venu de réunir une nouvelle conférence. D'autres ont pu écrire que de même que la guerre a été imposée au Laos (« une guerre par procuration »), de même il faudra encore lui imposer une paix étrangère. Ils attendaient donc cette « paix » qui devait tomber l'on ne sait où. Mais la réponse des patriotes à cette suggestion surpasse tout le monde.

Le « Néo Lao Haksat » a pris toutes ses responsabilités, et fort du soutien du peuple, il a appliqué à la situation laotienne une solution laotienne. Ils n'avaient plus besoin de paix ou d'accords de qui que ce soit; leur paix à eux-mêmes convenait seule au Laos. Fini la comédie et la tragédie. Le Laos est redevenu le Laos des Laotiens. La République Démocratique Populaire du Laos a vu le jour. Il entend édifier le destin du peuple Lao suivant le génie propre des Laotiens.

Le navire a levé l'ancre, il vogue sur l'Océan de la Liberté et de la Dignité retrouvées.

Le temps beau, et les vents favorables. L'équipage s'affaire... Un bon voyage en perspective...

Déjà les réactionnaires d'hier ont pris peur.

La Thaïlande, dont tout le monde sait le mauvais rôle qu'elle n'a cessé de jouer dans le drame indochinois aux côtés des Etats-Unis, est aux abois. Comme pour se garantir contre

la Révolution, elle ferme toutes ses frontières avec le Laos, bloquant ainsi l'aide internationale (ONU - UNICEF) destinée au Laos.

Mais le passé est bien mort, et il ne saurait plus ressusciter. Le nouveau Laos est en marche.

Les yeux de tous les hommes de bonne volonté, de tous les peuples épris de paix et de justice l'accompagnent.

Bakary TRAORE.

## Mali-France Olympique

1-3

(Suite de la page 3)

que incroyable, mais bien possible.

G. DRABO.

MALI :

Modibo Doumbia, F.M. Diarra, Boubacar Diallo, Idrissa Maïga, Aly Ouattara, Drissa Traoré « Poker », Seyba Coulibaly, Birama Traoré (puis Fakaba Djane), Ousmane Diallo « Petit Sory », Cheick Sala Sacko. Idrissa Konaté « Driballone ».

FRANCE AMATEURS : Larrieu (puis Orlandini), Amorfini (puis Laffont) Pottier, Stassievitch, Chazotte, Fernandez, Rubio, Rouyer Peccout, Sahnoun, Vesir (puis Courgé, puis Delestre).

**Si vous voulez voir  
s'améliorer  
« L'ESSOR »  
Ne vous contentez pas  
de le lire !  
Mais acquittez - vous  
du montant de vos  
abonnements**